

LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN

Conférences de Charles-Edouard Leroux

[celeroux@orange.fr](mailto:celeroux@orange.fr)

Cycle 2016

Second semestre

Deuxième partie : Guerres incertaines, paix improbables

2. Penser la paix dans le sillage des conflits

L'état présent du monde globalisé manifeste tant de résurgences de conflits et de violences, de guerres incertaines ou larvées, de paix précaires et de conflits latents que les catégories antagonistes de guerre et de paix de longue date analysées, voire canalisées par la philosophie, sont devenues obsolètes et obligent la *raison observante* (Hegel) à revenir sur la dialectique de la guerre et de la paix afin de les penser, non plus dans leur opposition, mais dans leur unité.

---

La réflexion menée en un premier temps sur l'état du monde présent nous a conduits au constat d'un paradoxe croissant entre une réalité géopolitique qui laisse l'impression d'une multiplication des conflits civils et militaires, et l'engagement pour la paix dont témoignent encore les peuples par la voix de nombreuses personnalités et organisations à travers la planète. Si je parle d'un paradoxe croissant, ce n'est pas pour m'étonner que des Etats et des groupes supra ou infra-étatiques se fassent la guerre, mais de ce que la somme des conflits et des violences dont font présentement état un certain nombre d'organisations internationales se traduit désormais par un tel affaiblissement global du droit international qu'il paraît de plus en plus difficile d'espérer donner consistance au projet kantien de *paix perpétuelle entre les nations*<sup>1</sup>.

Quel crédit accorder aujourd'hui à l'ambitieuse *Charte des Nations Unies* signée à San Francisco le 26 juin 1945, avec la double perspective d'instaurer l'égalité souveraine des Etats et l'interdiction d'employer la force dans leurs relations, alors que depuis une vingtaine d'années se déploie sous nos yeux ce *nouveau désordre international*<sup>2</sup> dont Tzvetan Todorov nous a livré en 2003 (année de la coalition internationale contre l'Irak, baptisée *Tempête du Désert*) une analyse alarmante qui, au-delà de la critique de l'hégémonie américaine et des moyens militaires mis en œuvre contre l'Irak, nous invite à réfléchir à la possibilité de renouveler et de transmettre la démocratie et la paix dans un

---

<sup>1</sup> Emmanuel Kant : *Projet de paix perpétuelle*. 136 p., Vrin, 2000.

<sup>2</sup> Tzvetan Todorov : *Le Nouveau désordre mondial. Réflexion d'un européen*. 111 p., Robert Laffont, 2003.

présent livré à ce que Richard Falk, professeur américain de droit international, a appelé dès 1999 la *mondialisation prédatrice (Predatory Globalization)*<sup>3</sup>, qui est la mondialisation des Firmes multinationales (FMN) ou Sociétés transnationales (STN) selon la terminologie des économistes, mais aussi celle des intégrismes religieux qui font la promotion du terrorisme, et de façon générale celle du *néolibéralisme* qui casse les systèmes de protection sociale et se fait une gloire de balayer de manière totalement cynique les projets internationaux de protection de la biosphère. Un nouveau désordre international en somme, qui nous met à l'épreuve de ce *piège de la mondialisation*, dont l'essayiste social-démocrate autrichien Hans Peter Martin, proche de *Green Peace* et du *Club de Rome*, conclut d'une patiente enquête internationale de terrain qu'elle constitue une véritable *guerre* déclarée à tous les travailleurs avec pour conséquence de favoriser la montée des extrémismes et des sectarismes de tous bords jusqu'à fragiliser ce qui semblait acquis en matière de sécurité internationale<sup>4</sup>.

Pour parvenir à *penser la paix* dans le contexte international actuel, il nous faut alors saisir ce qu'il en est de la guerre dans la mondialisation, et c'est la raison pour laquelle j'ai parlé du *néolibéralisme* en tant qu'il constitue aux yeux de Hans Peter Martin une *déclaration de guerre*. Mais s'agit-il d'une métaphore que signifierait très bien la formule de *guerre économique*, ou bien réellement devons-nous considérer la globalisation et son idéologie, le néolibéralisme, non pas seulement comme un nouvel avatar du capitalisme, qui promeut une *guerre par l'économie*, mais également comme un programme politique qui inclut le *conflit armé* avec des Etats ennemis ?

S'il s'agit, en effet, d'une *guerre par l'économie*, il s'agit moins d'une guerre à proprement parler que d'une violence économique entre nations, violence exercée avec des *armes économiques* ; à la traditionnelle lutte armée et sanglante entre les Etats, le néolibéralisme substituerait la concurrence économique pour l'appropriation des marchés et ressources rares, matières premières, capitaux, technologies et cerveaux... Nous pouvons donc considérer la *guerre par l'économie* comme une métaphore, d'autant que le dénominateur commun entre la guerre, au sens *militaire*, et la guerre *économique*, au sens métaphorique, puisse être la finalité, à savoir défendre les intérêts économiques d'un pays pour conforter et augmenter sa sécurité et sa puissance.

Mais surtout, l'intérêt de la métaphore de *guerre économique* est d'appeler à la prise de conscience que l'absence de conflit armé entre les Etats n'autorise pas pour autant à parler de *paix*, dans la mesure où les programmes politiques imposés aux Etats par le capitalisme globalisé constituent une violence visant, selon une formule de Pierre Bourdieu, « à *mettre en question toutes les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur* », autrement dit « à *affaiblir ou à abolir les repères et les solidarités collectives* »<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Richard Falk : *Predatory globalization*. Polity Press, 1999.

<sup>4</sup> Hans Peter Martin : *Le piège de la mondialisation*. 444 p., Actes Sud/Babel, 2000.

<sup>5</sup> Pierre Bourdieu : *L'essence du néolibéralisme*. *Le Monde Diplomatique*, mars 1998. Consultable en ligne <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

Dans ces conditions, la question qui se pose à nous est de savoir dans quelle mesure la violence économique et la violence sociale qui résultent un peu partout de la globalisation commerciale et financière constituent ou non de nouvelles *formes de guerre*. Ce qui nous amène à la question des critères qui permettent de faire un usage légitime du terme de *guerre* pour désigner des situations de conflit violent.

Question primordiale dans la mesure où notre manière de *penser la paix* est en effet suspendue aux réponses que nous apporterons à cette question des *critères* permettant d'identifier comme guerres les situations de conflit. Plus nous étendons les champs auxquels nous appliquons le terme de guerre (guerre contre la drogue, contre le terrorisme, contre l'islam, contre le sexisme, contre le changement climatique...), autrement dit plus large est ce qu'on appelle en logique l'*extension* du concept, moins précise est sa *compréhension* (que la logique contemporaine appelle *intension*)<sup>6</sup>, autrement dit son sens. En somme, plus nombreux sont les domaines auxquels nous appliquons le terme de guerre, plus nombreuses sont les formes que nous donnons à la guerre, plus flou, plus vague devient le sens de ce mot.

C'est la raison pour laquelle Frédéric Rognon, qui est philosophe et théologien protestant (disciple de Jacques Ellul auquel il a consacré naguère un important ouvrage<sup>7</sup>) est fondé à conditionner *la pensée de la paix* à ce qu'il appelle « *la mise en discours de la violence militaire et de ses autres* » (entendons *de ses autres formes*)<sup>8</sup>.

Il est fort probable que nul n'est aujourd'hui en mesure de donner un concept clair de la guerre, pour les raisons que nous avons invoquées lors de notre rencontre précédente, et qui sont liées, rappelons-le, au nouveau désordre géopolitique qui nous fait redouter de voir le monde une nouvelle fois sombrer dans le chaos, en raison de l'affaiblissement déjà constaté de la puissance américaine face à l'émergence de nouveaux géants économiques, et en raison de l'irruption de nombreux États voyous qui ne respectent pas les lois internationales les plus élémentaires, qui organisent ou soutiennent des attentats, et violent sans vergogne les droits les plus élémentaires des êtres humains, avec une certaine passivité, qui confine parfois à la complicité, des organisations internationales, ONU en tête. Même si ces États ne sont pas en guerre déclarée, c'est-à-dire en situation de conflit armé avec d'autres puissances, conformément au concept classique de la guerre, il nous est difficile de parler d'un état de paix. Il apparaît ainsi très difficile aujourd'hui de donner un concept clair de la guerre, dans la mesure où celui-ci doit combiner plusieurs diagnostics, militaire, géopolitique, politique ou encore économique, combinés à l'action d'organisations terroristes incontrôlables.

D'où la double nécessité, si nous voulons tenter de *penser la paix*, d'une part d'étendre le concept de guerre à des formes de violence autres que purement militaires (violence économique, écologique, sociale, psychologique), d'autre part de ne pas réduire toute violence à la guerre, de ne pas

---

<sup>6</sup> Jules Tricot (1893-1963): *Traité de logique formelle* (1930). 318 p., Vrin, 2005.

<sup>7</sup> Frédéric Rognon : *Jacques Ellul. Une pensée en dialogue*. 389 p., Labor & Fides, 2013.

<sup>8</sup> Frédéric Rognon: *Pourquoi dire la guerre? Pour quoi penser la paix ? Revue des Sciences Religieuses*, 86/4, 2012. <https://rsr.revues.org/1354>

considérer comme guerre toutes les formes de violence, au risque de commettre un abus de langage et de ne plus pouvoir concevoir et espérer un monde en paix. C'est en ce sens que Michel Serres peut légitimement soutenir que « *nous vivons dans un paradis* », parce que « *l'union européenne a traversé soixante-dix ans sans grand conflit. Ca n'était pas arrivé depuis la guerre de Troie* »<sup>9</sup>. Michel Serres n'ignore rien des violences sociales, des injustices, des inégalités et du climat d'angoisse généré par les attentats terroristes. Mais il maintient une distinction très nette entre les conflits armés que furent les deux guerres mondiales, la guerre d'Indochine ou la guerre d'Algérie, et les conflits sociaux pour autant qu'ils ne mettent pas en péril la paix civile. C'est ce qui lui permet de considérer l'Europe comme étant en paix depuis soixante-dix ans. Ainsi, si nous voulons penser la paix de manière pertinente, nous devons nous efforcer de maintenir une distinction entre violence et guerre. Le conflit armé entre deux Etats, conflit proprement militaire, ou entre un Etat et des organisations terroristes, ce qui est déjà plus compliqué, est une chose. Mais devons-nous parler de *guerre* à propos de toutes les formes de violence subie ou donnée, qu'elle soit physique ou psychologique ? C'est pourtant souvent le cas, ainsi que nous en avons convenu lors de notre précédente rencontre. Sans doute y a-t-il une explication à cette assimilation présente de la violence et de la guerre : elle pourrait provenir de l'*hypermédiatisation* si caractéristique de notre début de XXI<sup>e</sup> siècle. Nous pouvons lui préférer le terme de *surinformation*, mais dans les deux cas, c'est l'idée d'une surcharge ou d'un trop plein qui agissent sur les émotions et sur l'imagination de masses d'individus, au point de modifier leur perception du réel. Non que les violences dont les medias nous font part ne soient pas réelles, mais l'insistance, la répétition, l'écho donné sur les réseaux augmentent d'autant la teneur émotionnelle et l'emprise intellectuelle des faits relatés. Il faut ajouter, au registre de l'hypermédiatisation l'intérêt des médias pour les guerres passées, avec un rappel insistant pour leurs aspects les plus douloureux. Désormais, l'état de guerre étant par nature une violence paroxystique, l'hypermédiatisation ne peut que contribuer à entretenir cette assimilation de toute forme de violence et d'injustice à ce que peuvent vivre des individus confrontés à la guerre, par une sorte de contagion ou de hantise.

Mais il s'agit au quotidien des guerres en cours, plus lointaines, internationales ou transnationales, qui nous valent la banalisation de la formule de « *guerre contre le terrorisme* », formule, qui n'est pas injustifiée et qui d'ailleurs illustre fort bien l'ambiguïté de l'application de terme de *guerre* à des situation de *violence interne* à un Etat. Ce que montre par exemple Grégor Mathias, historien spécialisé dans les questions de sécurité et de défense, dans l'ouvrage qu'il consacre à *La guerre française contre le terrorisme islamiste*<sup>10</sup>. Cet auteur légitime la notion de *guerre contre le terrorisme* lorsque l'Etat est contraint non seulement d'intervenir militairement, en Irak, au Mali ou en Syrie, ce qui relève peu ou prou de la guerre au sens classique, mais en outre en établissant qu'il existe désormais un *deuxième front*, qui est un *front intérieur*. Dès qu'au front extérieur, caractéristique de toute guerre, s'ajoute un front intérieur, cette extension du champ de la guerre oblige à *penser autrement la question de la paix*.

<sup>9</sup> Michel Serres : *Nous vivons dans un paradis. Entretien avec Nicolas Truong, Le Monde* du dimanche 11-lundi 12 septembre 2016.

<sup>10</sup> Grégor Mathias : *La guerre française contre le terrorisme islamiste*. 222 p., Bernard Giovanangeli éd.

En tout cas, s'il est devenu difficile, en l'état actuel du monde, de définir clairement ce qui est guerre et ce qui ne l'est pas, il n'en est pas moins aussi compliqué de donner de l'état de paix une conception pertinente. C'est d'ailleurs le grand paradoxe de notre époque présente, à partir duquel j'ai formulé l'intitulé de ce cycle : *guerres incertaines, paix improbables*, tant la partition entre état de guerre et état de paix semble moins en moins évidente à opérer (à supposer qu'elle l'ait été dans le passé).

Paradoxe qui est d'ailleurs clairement formulé par Bruno Tertrais, spécialiste de l'analyse géopolitique et stratégique: dans le court essai qu'il a consacré en 2004 à l'engrenage dans lequel se sont laissé entraîner les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, l'auteur de *La guerre sans fin*<sup>11</sup> montre parfaitement que le 11 septembre 2001 a profondément modifié la manière dont nous pouvons penser désormais la guerre et la paix. L'auteur montre que la guerre n'est plus, ou plus seulement, le fait de décisions prises au Pentagone, mais se joue tout autant dans les faubourgs de Karachi. Et nous pouvons dire que depuis quinze ans, nous assistons à une mondialisation de cette *guerre sans fin* dont les Etats-majors et les bureaux présidentiels n'ont plus à eux seuls les clés face aux fondamentalismes qui ont germé simultanément au cœur du monde musulman comme au cœur du monde occidental. D'où le concept de *guerre sans fin*, qui suggère que les contours, perspectives tactiques et modes d'intervention des belligérants déjouent de toutes part les capacités stratégiques des puissances. Devons-nous pour autant en conclure à cette *brutalisation du monde* dont semble s'autoriser Josepha Laroche, spécialiste française des relations internationales, qui va jusqu'à parler de *décivilisation* ?<sup>12</sup> Un tel diagnostic, qui rend extrêmement difficile toute démarche pour *penser la paix* aujourd'hui, est clairement fondé sur cette mutation du concept de la guerre traditionnellement pensée comme monopole des États, la perspective de retour à la paix relevant alors habituellement de l'activité diplomatique. Mais si, comme le montre notre auteure, la pacification des sociétés au cours des siècles précédents est caractérisée par la réduction des violences privées et la constitution d'un monopole d'Etat sur les guerres proprement dites, nul doute que l'état de chose présent est marqué par l'émergence au cœur des conflits internationaux des violences non-étatiques et des communautarismes, ce qui à la fois complique les situations de guerre et justifie le concept de *guerre sans fin* (que l'on pourrait aussi qualifier de *guerre larvée*) dont je me suis autorisé pour formuler l'idée de paix improbables.

Il apparaît donc que penser la paix en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle oblige pour commencer à faire une distinction entre *paix négative* et *paix positive*, pour reprendre la formulation de Joseph Galtung, fondateur, en 1959, de l'*International Peace Research Institute* de Oslo (PRIO)<sup>13</sup>. La *paix négative* réside dans l'absence de conflit ouvert, l'absence de guerre au sens classique, pensée comme « *dispute armée entre deux unités politiques indépendantes* », selon une formule empruntée à Malinowski<sup>14</sup>. En revanche, la *paix positive*, qui est celle à laquelle nous réfléchissons, réside non

<sup>11</sup> Bruno Tertrais : *La guerre sans fin. L'Amérique dans l'engrenage*. 96 p., Seuil, 2004.

<sup>12</sup> Josepha Laroche : *La brutalisation du monde*. 2014 p., L'Harmattan, 2016.

<sup>13</sup> <https://www.prio.org/>

<sup>14</sup> H. Bull : *The anarchical society*. Ed Mc Millan, 1977

seulement dans l'absence de conflit armé, mais en outre dans la résolution des situations de violence, autrement dit, d'une pacification des relations entre les groupes et les individus, à l'intérieur des sociétés (paix civile) comme entre les différents Etats. Cette distinction permet en effet d'expliquer et de dépasser le paradoxe selon lequel le nombre des conflits armés déclarés entre Etats a considérablement diminué depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et la fin de la Guerre froide, alors que pourtant le monde est de plus en plus en proie aux guerres civiles, au terrorisme et à la montée des violences sociales.

Les variations et les ruptures dans le concept de guerre obligent donc à penser la paix *autrement* dans un monde globalisé, sous peine de demeurer dans un discours moralisateur ou incantatoire mais somme toute devenu inefficace en raison de la teneur des conflits dont les solutions ne sont jamais purement locales ou régionales du fait de l'interdépendance des guerres à l'échelle planétaire.

Devant la complexité de ce que l'on pourrait appeler *la question de la paix au XXIe siècle*, la quête de la paix conduit un certain nombre de personnes à la tentation de la résignation qui est manifeste, en particulier en Occident, dans l'orientation vers les antiques sagesse si caractéristique des spiritualités postmodernes, quand une multitude d'Eglises entrent en concurrence avec les grandes religions monothéistes classiques. En France, la MIVILUDES (*Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires*) a naguère recensé quelque 800 dérives sectaires, surtout en direction de jeunes qui ont en commun de tenter d'échapper à la violence du monde présent en optant pour un idéal de réalisation de soi qui conduit à une rupture avec les normes de la société ambiante. De l'Eglise de scientologie aux filières de recrutement de Daesh, ce sont autant d'opérations-séduction de sectes qui font miroiter auprès des jeunes gens la perspective d'un monde qui promet l'accomplissement de soi. Nous savons, en particulier à travers ce qu'il convient aujourd'hui d'appeler *l'appel au djihadisme* auxquels ont répondu plus de 10 000 jeunes au cours de ces dernières années, toute l'imposture de cette promesse de *paix intérieure* devenue une véritable arme de guerre pour les islamistes et un fléau pour les sociétés concernées.

S'il s'agit, en l'état présent des choses, de penser la paix dans un monde rendu instable et inquiétant, un monde qui a perdu foi dans la constitution d'une communauté internationale censée universaliser les valeurs occidentales de justice et d'égalité, ce serait d'abord, aujourd'hui, ainsi que le suggère Frédéric Rognon (*op. cit.*), dans *la pacification des relations interpersonnelles*, si essentielles au processus de civilisation dont Norbert Elias a naguère montré, dans *La civilisation des mœurs*, qu'elle était au principe de la dynamique de l'Occident.<sup>15</sup> Qu'il s'agisse de la vie interne des Etats, ou des relations que les individus et communautés entretiennent les uns avec les autres, le *processus de civilisation* décrit par Norbert Elias consiste, ainsi que le résume un commentateur, à s'accorder sur « *des règles régissant ce qui est jugé convenable et inconvenable dans les rapports des personnes entre elles aussi bien qu'à elles-mêmes, en deçà des règlements juridiques, des lois politiques, des normes morales et des commandements ou interdits religieux, règles régissant notamment tout le*

---

<sup>15</sup> Norbert Elias (1897-1990) : *La civilisation des mœurs* (Allemagne, 1939, France, 1973). 512 p., Ed. Pocket.

*domaine de la sensibilité, tant externe (la sensorialité) qu'interne (l'affectivité) »<sup>16</sup>. Il semble que nous ayons là un vaste programme susceptible de contrer la *brutalisation du monde*, pour reprendre la formule employée par Josepha Laroche<sup>17</sup> (mentionnée plus haut), et opposer à la *décivilisation* dont parle la même essayiste, l'urgence de construire un vivre ensemble, démarche qui n'est rien d'autre qu'un processus de paix. Avec pour préalable dont Bertrand Badie, spécialiste émérite des relations internationales, fait le thème d'un essai publié il y a quelques mois<sup>18</sup>. Condition de la paix : comprendre que « *nous ne sommes plus seuls au monde* » ; en effet, nous avons à nous départir des catégories mentales issues de la période coloniale et de la Guerre froide.*

Pour que la construction de la paix passe par la reconstruction des relations interpersonnelles pacifiées, demeure une condition fondamentale, à savoir la réalisation de la démocratie, dont mesurons de plus en plus qu'elle se trouve considérablement fragilisée et parfois compromise par le présent *ensauvagement du monde*, pour reprendre la formule de Thérèse Delpech<sup>19</sup>. La paix est normalement le privilège de la démocratie, dont Frédéric Rognon nous résume l'inspiration kantienne : « *Le contrôle du pouvoir d'État par les citoyens semblait être, pour le philosophe de Königsberg<sup>20</sup>, un antidote à la guerre, car toute décision politique exigeant leur assentiment, ils réfléchiraient longuement avant de déclarer une guerre dont les conséquences les concerneraient directement* »<sup>21</sup>. Et Frédéric Rognon de développer le paradoxe présent qui est que nombre de grandes démocraties s'engagent, ou sont prêtes à s'engager, dans des conflits militaires avec ou sans l'assentiment des opinions publiques, comme si le pacte républicain n'était plus en mesure d'offrir au monde la sécurité qu'il semble avoir de plus en plus de difficulté de garantir à ses citoyens. Je compte en ce sens consacrer mes premières conférences de 2017 à la question de la démocratie et de son avenir qui semble être parfois compromis dans un certain nombre de régions du monde.

D'où la nécessité, pour penser la paix, de penser la démocratie, dans la mesure où la démocratie demeure la condition *sine qua non* de la préservation et du développement du droit international, seul susceptible de régir de manière pacifique les relations entre les Etats et les organisations internationales. Traités multilatéraux, cours de justice internationales, tribunaux internationaux constituent les instruments de cette « *paix par le droit* » qui a tant de mal, et même de plus en plus de mal à devenir effective, depuis les engagements de la SDN, créée en marge du traité de Versailles en 1919 (et dissoute en 1946), le Pacte Briand-Kellogg, signé en 1928, par lequel 63 pays « *condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux* » et « *comme instrument de la politique nationale* », ou encore l'interdiction de la guerre proclamée par l'ONU en 1945. Organisations

---

<sup>16</sup> Alain Bihl : *La civilisation des mœurs selon Norbert Elias. Interrogations, revue pluridisciplinaires de sciences humaines et sociales*, n°19, 2014. <http://www.revue-interrogations.org/La-civilisation-des-moeurs-selon>

<sup>17</sup> *Op. cit.*, note 12.

<sup>18</sup> Bertrand Badie : *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un regard sur l' « ordre international »*. 252 p. La Découverte, 2016.

<sup>19</sup> Thérèse Delpech : *L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXIe siècle* (2005). 266 p., Grasset.

<sup>20</sup> Formule qui désigne Emmanuel Kant.

<sup>21</sup> *Op. cit.*, note 8.

demeurées le plus souvent impuissantes à empêcher les guerres, comme le montre présentement la situation en Ukraine, en Syrie ou au Burundi.

S'il s'est avéré nécessaire de rappeler que le désarmement et l'évolution du droit international demeurent les conditions premières du maintien de la paix, la prédominance des questions économiques et environnementales qui constituent déjà et constitueront de plus en plus des facteurs de conflits très graves dans la mondialisation, oblige désormais à privilégier la coopération économique comme facteur de paix. J'ai évoqué plus haut la formule de *guerre par l'économie* pour signifier que la mondialisation avait apporté un nouveau type de guerre, la *guerre économique*. Le phénomène n'est probablement pas nouveau, ainsi que l'explique Ali Laïdi dans son *Histoire mondiale de la guerre économique*<sup>22</sup>, dans la mesure où les affrontements pour capter les ressources constituent, probablement depuis des millénaires, autant de *casus belli*. Mais, comme nous l'avons vu plus haut, le propre de la globalisation économique réside actuellement dans l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens et de services, accélération facilitée par le développement des moyens de transport et de communication et la levée progressive des entraves au commerce de l'OMC (depuis 1995). C'est la raison pour laquelle *penser la paix* aujourd'hui est indissociable d'une nouvelle manière de *penser l'économie* à l'ère du capitalisme financier dont nous savons aujourd'hui les dégâts que ses crises peuvent occasionner à une échelle mondiale.

C'est toute l'importance d'une démarche comme celle de l'économiste australien Steve Keen, qui dénonce dès 2001 *l'imposture économique* du néolibéralisme après avoir pronostiqué l'éclatement de la bulle spéculative dont les conséquences sur les équilibres mondiaux sont révélées catastrophiques en raison de l'interdépendance des économies régionales. Pronostiquant la probabilité d'une prochaine crise chinoise dans les années à venir, Steve Keen anticipe les dégâts qui s'ensuivront pour un grand nombre de pays, riches ou pauvres, dont le niveau de la dette compromettra pour longtemps les fragiles équilibres économiques, politiques et sociaux.

Penser la paix autrement impose aujourd'hui de penser l'économie autrement : « *Il n'y a pas de messie en économie, écrit Steve Keen, mais il y a de nombreuses autres écoles de pensée à partir desquelles une théorie économique décente pourrait être bâtie, et je pense que leur heure arrivera dans la prochaine décennie.* »<sup>23</sup>

A l'instar de Frédéric Rognon qui nous invitait à *connaître la guerre* dans ses composantes actuelles pour *penser la paix*, le traité économique de Steve Keen nous invite à *penser l'économie autrement* pour nous mettre en mesure de préserver autant que faire se peut la paix mondiale. Mais la tâche de celui qui veut la paix est aussi de *penser la démocratie* dans le monde qui se construit sous nos yeux, un monde dur et instable comme le constate Hubert Védrine, un monde qui a perdu l'illusion de voir les valeurs occidentales (droits de l'homme, démocratie, coexistence pacifique...) s'imposer partout<sup>24</sup>.

<sup>22</sup> Ali Laïdi : *Histoire mondiale de la guerre économique*. 500 p. Perrin, 2016.

<sup>23</sup> Steve Keen : *L'imposture économique* (2001). 532 p., L'Atelier, 2014.

<sup>24</sup> Hubert Védrine : *Continuer l'histoire*. 149 p., Champs/actuel, 2008.



Penser la paix, en somme, pour *continuer l'histoire...*, autrement dit pour continuer d'espérer et de construire la paix.

---